

Faire mentir les mots



Faire mentir les mots

Résumé

Un nouveau mouvement nommé « Révolution » est né dans le ciel politique belge. Son fondateur, L. Louis est un ex-député condamné pour négationnisme et soumis à une enquête, toujours en cours, pour arnaque financière dans une des plus grandes arnaques concernant une cryptomonnaie nommée OneCoin.

Pour RMC, ce nouveau mouvement ne met en rien avant des valeurs citoyennes ; le loup se déguise en agneau, après avoir utilisé d'autres déguisements par le passé. Mais son fondateur et ses amis sont restés les mêmes : les apparences d'une citoyenneté n'y changent rien.

Les mêmes thématiques du passé qui relèvent ici de l'extrême-droite sont simplement remises au goût du jour. RMC ne s'y trompe pas et invite les citoyens responsables à ne pas tomber dans ce (grossier) panneau.

Introduction : le mouvement « Révolution »

Un nouveau mouvement a été fondé en Belgique, le mouvement « Révolution » par l'ex-député belge Laurent Louis.

Il n'apparaît pas clairement si le mouvement est co-fondé avec le médecin Laurence Kayser ou non : « It was finally in 2025 that he officially launched his new political movement, with Laurence Kayser (...) »¹. Le site de ce mouvement n'est pas explicite à ce sujet, ne parlant essentiellement que d'un fondateur, L. Louis.

Mis à part cette incertitude, une question est posée : ce parti préconise-t-il des valeurs de démocratie et de citoyenneté proches de celles de RMC ? On serait tenté de le croire dans la mesure où il met en avant des éléments partagés par certains mouvements citoyens. Mais dans la réalité, il est évident que non.

Voici quelques extraits du programme de ce mouvement.

*« À côté de la dénonciation de la pédophilie d'État, des révélations de secrets de l'affaire Dutroux, de la lutte contre la franc-maçonnerie, de la mise en lumière des méfaits du sionisme, des dérives de l'industrie agro-alimentaire et des crimes de l'industrie pharmaceutique, Laurent LOUIS fut aussi le 1er député au monde à déposer, dès 2012, une proposition de loi visant à supprimer et interdire les partis politiques (...). Chez Révolution, nous voulons rassembler tous les citoyens sans aucune distinction de race, de religion ou de couleur politique ».*²

Ces mots méritent à coup sûr de réfléchir au sens de ce qui est proposé. Car cet énoncé correspond à une préoccupation importante de notre réflexion. Mais est-ce que ce mouvement est vraiment pour autant citoyen ? La réputation de son fondateur est-elle excessive ou à considérer pour comprendre ce nouveau mouvement ? Il convient, dans un minimum de précaution, de prendre cet élément en compte.

Y a-t-il une rupture entre un passé compliqué et un nouveau mouvement ? Apparemment non si on s'en tient à quelques mots de ce programme : pédophilie d'État, révélations secrètes, sionisme, crimes ... tout en voulant rassembler les citoyens du monde sans aucune distinction de race.

Autant de questions auxquelles nous allons apporter notre éclairage.

Les mots : entre oralité et écrits

Dans l'Antiquité, les propos oraux étaient plus valorisés que les écrits. Quel est le lien entre cette réflexion et ce nouveau mouvement citoyen ? À l'époque, pour des philosophes comme Platon, l'écrit fige la pensée, la privant de son contexte, et surtout de l'apport de la dialectique qui favorise la recherche de la vérité.³

La tradition orale permet en plus du poids des mots de véhiculer un contexte, des informations sur le locuteur qui donnent au verbe un poids voire un sens différent par rapport à des écrits figés. Pour dire les choses autrement, les mots écrits ont un aspect réducteur par l'absence de contextualisation. Puisqu'une réflexion sur la société a, du moins on peut l'espérer, l'ambition d'améliorer son fonctionnement, voyons s'il y a accord entre les mots écrits du programme et ce qu'a dit et fait monsieur L. Louis. Car une erreur dans cette affaire serait de s'en tenir aux mots figés, sans prise en compte de leur contexte.

1 [https://en.wikipedia.org/wiki/Revolution_Movement!_\(Belgium\)#:~:text=R%C3%A9volution!%2C%20formerly%20known%20as%20Debout,then%20the%20Islamist%20party%20ISLAM.](https://en.wikipedia.org/wiki/Revolution_Movement!_(Belgium)#:~:text=R%C3%A9volution!%2C%20formerly%20known%20as%20Debout,then%20the%20Islamist%20party%20ISLAM.)

2 <https://mouvement-revolution.be/fr/mouvement-revolution>

3 Platon (trad. Luc Brisson), « *Phèdre* », 274b-277a, dans *Œuvres Complètes*, Éditions Gallimard, 2008 (1re éd. 2006)

L. Louis et l'extrême-droite

L'appartenance politique de l'auteur est complexe dans la mesure où il a été exclu de diverses formations politiques et a fondé des partis qui ont été dissous. Ses condamnations, son soutien aux thèses de Faurisson⁴ et l'organisation du « Congrès de la dissidence » ont conféré à son idéologie l'appartenance à l'extrême-droite, comme le titre le journal « Le Monde » : « *Le mouvement « Debout les Belges », dirigé par le député belge d'extrême-droite Laurent Louis, projette d'organiser dimanche 4 mai, à Bruxelles, un « premier congrès européen de la dissidence ».*⁵ S'il ne reconnaissait pas cette « étiquette », les analystes au niveau national et international pensent manifestement le contraire.

L'ambiguïté des mots

Alain Fyon, cofondateur de RMC, considère depuis toujours que l'utilisation du terme « démocratie » est problématique pour deux raisons. La première est qu'il est abondamment utilisé par la Doxa que nous critiquons et la deuxième est qu'il a subi des « viols » collectifs dans l'Histoire. Notre nouveau concept rompt avec ces ambiguïtés.

Prenons l'exemple de la démocratie et de son viol par l'extrême-droite. Ce concept a amené les « démocrates » de plusieurs pays à établir un cordon sanitaire autour de l'extrême droite (et non de l'extrême gauche, ce qui est un non-sens). Or l'extrême droite dont j'espère que chacun mesure le danger qu'elle constitue⁶ se réapproprie ce terme par des arguments du genre : nous représentons la démocratie comprise comme la volonté directe du peuple contre les élites. De même la construction européenne est jugée antidémocratique et donc inutile. Ces arguments sont repris par L. Louis comme d'ailleurs un autre mot, « citoyenneté » qui est détourné de son sens originel en opposant le « vrai » citoyen, celui qui est de souche nationale et de la « bonne » race contre les citoyens de seconde zone (immigrés, races blanches ou noires selon le suprématisme, hommes ou femmes selon les salafistes, ...).

Autrement dit, l'extrême droite et les radicalisés utilisent des mots à propos de la citoyenneté qui ressemblent aux nôtres allant jusqu'à reprendre certaines de nos idées, mais leur intention n'est pas la nôtre : la démocratie, comme la citoyenneté, sont chez eux des concepts servant l'exclusion de l'autre, le racisme, l'homophobie et bien entendu la violence qu'elle soit culturelle (censure) ou physique (assassinats, génocides, ...).

Discerner plutôt que relativiser

L'argument couramment entendu selon lequel il ne faut pas suivre la doxa justifierait de ne pas utiliser certaines étiquettes comme « Laurent Louis est d'extrême droite ». La Doxa est une pensée dominante parmi d'autres, véhiculée par des pouvoirs qu'il ne convient pas de rejeter en bloc. Il faut en révéler toutefois les sous-jacents. Au sujet de la doxa, nous devons sans cesse exercer un devoir de contrôle et de critique non pas pour la rejeter mais pour discerner. Discerner n'est pas relativiser,

4 Valérie Igounet, *Le cas Faurisson : itinéraire d'un négationniste*, « L'Histoire », mensuel 238, 1999.

5 https://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/02/dieudonne-et-alain-soral-attendus-a-bruxelles-pour-un-meeting-d-extreme-droite_4410946_4350146.html

6 <https://laviedesidees.fr/Ce-que-l-extreme-droite-fait-au-monde>; <https://www.jean-jaures.org/publication/terrorisme-et-violence-dextreme-droite-en-europe-occidentale-1990-2022/>

mais séparer le vrai du faux pour prendre position. Prendre position c'est savoir ce que l'on dit, ce que l'on pense, ce que l'on veut.

De même, le rejet de toutes informations au motif qu'elles sont influencées par les pouvoirs financiers est problématique : il est évident que notre regard critique et de contrôle doit dénoncer l'emprise du néo libéralisme sur les médias. Ce n'est pas une raison pour considérer que l'information n'existe plus. La nature a toujours horreur du vide et l'information aussi. Une des critiques justifiées à l'égard de ceux qui souvent à tort ont été étiquetés de complotistes est d'asséner des vérités sans preuve, de donner des informations qui ne reposent sur aucun fait mais sur des impressions, des sensations, bref sur du vent.

L'intérêt d'une démarche n'est pas d'asséner des vérités sans preuve mais d'ouvrir les questions et amener l'information à devoir y répondre sans biais et sans censure préalable.

Banalisation de l'extrême-droite : quelques thèmes

Le mouvement de L. Louis n'est pas à négliger. En revêtant en apparence les valeurs que nous portons (démocratie, citoyenneté, ...), il trompe habilement les citoyens pour mieux atteindre les objectifs que, son histoire personnelle et les mouvements qu'il fréquente ont clairement montré comme étant antidémocratiques. Nous devons impérativement prendre conscience de ce danger bien plus grand que l'opposition avec des partis traditionnels ou des mouvements qui portent clairement leurs idées sans la ruse de mouvements tels que celui de L. Louis. Un loup est plus dangereux s'il se déguise en agneau.

Illustrons ensemble cette notion par quelques exemples concrets et emblématiques repris par lui comme d'ailleurs par tous les mouvements d'extrême-droite à travers le monde.

La Démocratie

Leur **démocratie** a, en réalité, pour finalité de défendre l'identité nationale dans ce qu'elle a d'exclusif. Si L. Louis comprend ce qu'il écrit, il préconise une démocratie directe qui n'existe nulle part dans le monde, ce que son fondateur avait d'ailleurs prédit⁷. Le but est bien entendu de leurrer le peuple pour prendre le pouvoir.

- RMC, au contraire, développe un nouvel outil de gouvernance, qui n'est pas une démocratie directe, mais l'holocratie⁸ : il s'agit d'un changement de paradigme politique pour remédier à la crise des démocraties occidentales et pour éviter que le peuple ne puisse précisément être manipulé par des démagogues.

La Justice

La « démocratie » dans l'extrême-droite dénonce sans cesse la **justice**. Dans quel but ? Pour mieux relativiser leurs exactions ; cet argumentaire a d'ailleurs récemment été repris, mais heureusement sans résultat, par Marine Le Pen. Critiquer la justice et se prévaloir d'être démocrate est un audacieux paradoxe.

7 Jean-Jacques Rousseau, *Le contrat social*.

8 Michel Bureau, *Holocratie, présentation du concept*, Éd. Dominique Dehareng, 2026.

- RMC comme d'autres mouvements citoyens (la « Démocratie continue »⁹ par exemple), considèrent à l'inverse que le renforcement d'une justice indépendante est une condition nécessaire à un État de droit.

Les médias

Dans la tradition de l'extrême-droite, L. Louis, critique les **médias**, ce qui lui permet de donner libre cours à la désinformation. Il fut le seul député de l'histoire de la Belgique à avoir été condamné à se rendre une fois par an dans un camp d'extermination et d'en rendre compte sur son blog. Mais la désinformation ne se limite pas au négationnisme (Il avait écrit sur son profil Facebook que les sionistes « maîtres du monde », avaient déclenché la deuxième guerre mondiale pour obtenir la création de l'État d'Israël¹⁰). Elle vise également l'infériorité de la femme, le suprématisme de l'homme blanc ou noir selon la personne, bref le racisme sous toutes ses formes. Cette critique des médias est habile car elle fait consensus chez de nombreux complotistes.

Il faut bien comprendre qu'à la place de l'information traditionnelle dénoncée, l'extrême-droite n'en apporte, au mieux, aucune, ou au pire (comme cela a presque toujours été le cas) la remplace par de la désinformation. Un maître dans cet art de la désinformation fut J. Goebbels : il a théorisé et appliqué une désinformation radicale pour servir les desseins de Hitler. Le moyen était de présenter puis d'imposer une vérité alternative à celle des faits¹¹.

Histoire ancienne ? Aux USA, D. Trump (comme les autres chefs des empires naissants) utilise massivement la désinformation pour accéder au pouvoir¹². La désinformation fut aussi utilisée pendant la gestion de la crise sanitaire¹³ et dans bien d'autres occasions.

Qu'en pense RMC ? Que l'on peut être surpris de voir L. Louis donner des leçons aux médias, lui qui fut un chantre du négationnisme qui, il convient de le rappeler, répond à la définition de tentative délibérée de nier une réalité historique (au-delà du génocide juif).

- La critique de RMC ne vise pas les médias en tant que tel, comme le fait L. Louis, mais le financement actuel des médias qui peut rendre leur indépendance problématique. Plutôt qu'une critique, nous demandons qu'ils soient considérablement renforcés pour que, par leur indépendance dans une nouvelle gouvernance telle que l'holocratie, ils constituent le meilleur garant d'une citoyenneté responsable et le meilleur obstacle à l'extrême-droite.

La monnaie

Dans le domaine monétaire, L. Louis, en 2017, fait l'objet d'une enquête pour suspicion d'arnaque à la cryptomonnaie par le parquet financier de Charleroi. Il établit un système de Ponzi avec une cryptomonnaie nommée OneCoin. OneCoin est présentée par des sociétés offshore basées en Bulgarie. Le « Times » l'a décrit comme « l'une des plus grosses escroqueries de tous les temps » avec 3 millions de victimes dans le monde ayant rapporté environ 4 milliards de dollars au niveau mondial. L'enquête à l'encontre de L. Louis est toujours dans les mains de la justice. Sa fondatrice, Ruja Ignatova, est recherchée depuis 2017 en Allemagne et aux USA avec une récompense de 5 millions de dollars pour toute information¹⁴.

9 Dominique Rousseau, *La démocratie continue*, Lgdj, 1995.

10 https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/09/21/en-appel-un-ancien-depute-belge-condamne-a-visiter-des-camps-de-concentration_5188809_3214.html

11 Lionel Richard, *Goebbels : portrait d'un manipulateur*, Bruxelles, André Versailles, 2008.

12 Raoul Kübler et al., *I like, I share, I vote : Mapping the dynamic system of political marketing*, Journal of Business Research, vol 186, 2025

13 Didier Raoult, *Carnets de guerre T.2 Covid-19*, Michel Lafon, 2022.

14 <https://www.fbi.gov/wanted/topten/ruja-ignatova/@@download.pdf>

Ensuite il prétend gagner sa vie en proposant d'utiliser de la cryptomonnaie décentralisée et en proposant le système « wozy wallet »¹⁵ qui est un portefeuille en cryptomonnaie qui échappe totalement aux autorités, à tout contrôle par l'État et permet une vie financière parallèle. Il ne le cache pas et dit même que c'est l'utilisateur qui doit décider de déclarer ce qu'il souhaite à l'État ou pas. Ce système va-t-il profiter à ceux qui fraudent, et comment vont être financés les biens communs ? Ces propos sont totalement incompatibles avec un discours politique cohérent et démontrent ses intentions prédatrices : se servir et non servir.

- RMC considère qu'un État de droit doit tout mettre en œuvre pour favoriser les biens communs, par une fiscalité juste, et non mettre en place des montages dont les plus démunis sont toujours les victimes.

La citoyenneté

La citoyenneté pour l'extrême droite ne conduit jamais au gouvernement du peuple par le peuple. Elle cherche, par ce terme à renforcer la priorité nationale à des fins d'exclusion de la diversité culturelle, bref elle divise le peuple. En divisant le peuple (ce que font également les partis traditionnels), elle empêche toute possibilité de souveraineté populaire ; elle le démontre systématiquement en nommant un chef incontesté, un leader charismatique pour diriger le peuple, que l'Histoire a affublé de noms divers, tels que führer, duc, Président... Les liens idéologiques de ces « chefs » traversent les générations, et n'ont rien de « has been » : le président nouvellement élu au Chili, José Antonio Kast est d'extrême-droite, fils de nazi allemand ayant fui, après la défaite hitlérienne, au Chili pour y faire fortune. Le chardon pousse toujours aux mêmes endroits.

- La citoyenneté dirigée par une seule personne, un leader charismatique, est exactement l'inverse de la notion de citoyenneté chez RMC pour qui elle est le pouvoir par et pour le peuple, c'est-à-dire de chacun pour tous, bref une souveraineté populaire.

La liberté d'expression : mise au point

Enfin, la liberté totale d'expression, portée haut et fort par Simone Weil¹⁶, n'est en aucune manière le droit de violer les valeurs fondamentales de l'humanité.

C'est ainsi que la philosophe sépare deux domaines distincts.

Premièrement, celui de l'intelligence pour laquelle elle est un besoin absolu de l'âme hors de l'action et d'autre part celui qui en fait partie :

*« Au contraire, les publications destinées à influencer sur ce qu'on nomme l'opinion, c'est-à-dire en fait sur la conduite de la vie, constituent des actes et doivent être soumises aux mêmes restrictions que tous les actes. Autrement dit, elles ne doivent porter aucun préjudice illégitime à aucun être humain, et surtout elles ne doivent jamais contenir aucune négation, explicite ou implicite, des obligations éternelles envers l'être humain, une fois que ces obligations ont été solennellement reconnues par la loi... La séparation de ces deux domaines est facile à établir en fait, si seulement la volonté d'y parvenir est assez forte ».*¹⁷

15 "Laurent LOUIS: Le WOOZY WALLET pour mettre notre argent en sécurité !" : https://www.youtube.com/watch?v=LQuhK_BTaPU; "Le WOOZY WALLET, un coffre-fort anonyme pour votre épargne !" : <https://www.youtube.com/watch?v=bXwmf9Y3tw8>

16 Simone Weil, *L'enracinement : prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, 1949.

17 Ibidem, Éd., Hades, p.32, 2017.

Le soulignement des deux mots n'est pas de l'autrice mais est d'intérêt pour notre propos. Appliqué au cas du mouvement « Révolution », cet extrait démontre clairement que l'action recherchée à travers ce mouvement, comme à travers tout mouvement d'extrême-droite, porte un « préjudice illégitime » envers l'être humain. À la question de l'opportunité du cordon sanitaire, la réponse est en deux temps : tout d'abord le terme « cordon sanitaire » est un oxymore¹⁸. En effet le « cordon » n'existe pas plus que la notion de « sanitaire » puisqu'il s'agit en l'occurrence d'une matière politique et non de santé.

Deuxièmement, découlant du premier point : toute action politique qui contrevient aux obligations inscrites dans la Constitution est condamnable. Il nous semble dès lors plus opportun d'abandonner le terme « cordon sanitaire » pour celui de « obligation constitutionnelle » (Nous entendons, une Constitution écrite par les citoyens). Outre que ce terme n'est plus un oxymore, il évite toute référence partisane, au profit d'une seule référence, la Constitution, réceptacle des valeurs d'une société et expression de la souveraineté populaire.

Au nom de cette liberté il serait impensable d'admettre la possibilité de mentir au citoyen, de revendiquer le racisme, de contraindre au motif de certitudes scientifiques, de justifier les dictateurs, de nier les faits historiques, d'injurier, de calomnier etc ...

Bref, si L'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme précise que la liberté d'expression « *comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées (...)* », elle la limite par le respect des lois pénales et la sécurité de l'État. C'est à ce titre que nous manifestons clairement ne partager aucun point avec le mouvement de L. Louis. Il vise le pouvoir à travers une citoyenneté de façade, nous visons la souveraineté populaire à travers une citoyenneté responsable.

La « Révolution » ?

Dernière remarque enfin à propos du nom de ce mouvement « Révolution » : voici encore un mot derrière lequel ne se trouve absolument rien, si ce n'est chercher à fasciner quelques nostalgiques d'épopées du passé. Simone Weil le définit de la sorte :

« Le mot de révolution est un mot pour lequel on tue, pour lequel on meurt, pour lequel on envoie les masses populaires à la mort, mais qui n'a aucun contenu »¹⁹

Ce qui serait une « révolution », à un niveau plus modeste, serait que le fondateur de ce mouvement accorde ses dires et ses faits.

La révolution, c'est l'appel à un changement de paradigme, nécessaire quand un système s'est perdu dans l'illégitimité. Elle ne fournit pas en soi un quelconque droit au crime, mais le retour à la conscience et aux principes élémentaires de ce qui est légitime.

Conclusion

Pour revenir à la réflexion de départ, si l'Antiquité préférerait la tradition orale aux écrits, c'est sans doute parce que la tradition orale contextualisée aurait enlevé tout crédit aux mots écrits du dernier mouvement/parti en date dont L. Louis fait partie.

18 Oxymore : Figure par laquelle on allie de façon inattendue deux termes qui s'excluent ordinairement. Définition du Dictionnaire de l'Académie française (consulté le 15 mars 2026)

19 Simone Weil, *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale*, p.39, Gallimard, 1955.

Car quel crédit peut-on accorder à quelqu'un dont la trajectoire est une suite d'échecs politiques, dont les fréquentations se font autour de partis et mouvements en parfaite contradiction avec RMC et qui, par le négationnisme affiché, nie les faits historiques et donc la recherche de la vérité (ce que son avocat qualifie de « dérapages »).

Il ne suffit pas d'avancer des slogans creux : il faut les habiter par un contenu, sans aucune ambiguïté, ce que l'holocratie développe dans sa nouvelle gouvernance²⁰ .

Vive les citoyens libres

Pour RMC :

Alain Fyon et Michel Bureau

Co-fondateurs de RMC

20/03/2026

20 Michel Bureau, *Holocratie, présentation du concept*, Éd. Dominique Dehareng, 2026.